

## UNE PROCHAINE RENTRÉE PRÉOCCUPANTE

Les inquiétudes que nous avons formulées quant au devenir de l'enseignement disciplinaire se confirment. Les logiques budgétaires priment dans les choix opérés :

\* allègement des examens, progressivement supplantés par le **contrôle continu** (Brevet des Collèges).

\* **diminution** drastique des **postes aux concours** (- 180 au CAPES / - 19 à l'Agrégation externe d'Histoire, et - 5 à celle de Géographie) annoncée 3 semaines avant les épreuves.

\* **précarisation** de l'emploi pour les remplacements, et bientôt pour remplacer les collègues partant à la retraite.

\* circulaire de rentrée renforçant l'**autonomie des établissements** dans la gestion des moyens, autorisant les "souples horaires", des "rapprochements TPE/ECJS"...

Toutes ces mesures ont amené le bureau national de l'A.P.H.G. à demander une entrevue au ministère pour manifester son opposition à des décisions qu'il juge néfastes.

Nous publions ci-dessous la **motion adoptée à l'unanimité par le Comité National** de l'A.P.H.G. réuni le 1<sup>er</sup> février 2004, et vous demandons de la diffuser largement :

*L'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie a pris connaissance d'un projet ministériel réformant le Brevet des collèges, qui sacrifie les objectifs pédagogiques à des préoccupations d'économie budgétaire. Le Comité national de l'APHG, réuni à Paris le 1<sup>er</sup> février 2004, s'oppose à ce projet qui entraînerait la disparition de l'épreuve écrite d'Histoire - Géographie - Éducation Civique*

*et son remplacement par une évaluation en contrôle continu.*

*Cette épreuve écrite terminale doit être maintenue pour nos disciplines qui jouent un rôle essentiel dans la formation civique et culturelle de tous les élèves, dans le développement de leur esprit critique, tout en contribuant à leur donner la maîtrise de la lecture et de l'expression écrite.*

*Supprimer cette épreuve serait en totale contradiction avec la volonté politique affichée de conforter l'éducation à la citoyenneté et de lutter contre l'illettrisme.*

*L'APHG rappelle, par ailleurs, son ferme attachement au maintien de l'horaire actuel de 3h30 pour le bloc Histoire - Géographie - Éducation Civique dans toutes les classes de Troisième.*

Micheline Cinquin

# APHG BOURGOGNE



## LETTRE DE LA RÉGIONALE

N°39

\*\*\*\*\*

MARS

2004

\*\*\*\*\*

### Sommaire :

- p. 2 Comptes-rendus : Société et culture en France depuis 1945 (journée du 5 déc.)
- p. 6 Annnonce : Journées Nationales de l'APHG du 25 au 29 octobre 2004 à Poitiers
- p. 6 Annnonce : Journée Régionale de l'APHG du 1<sup>er</sup> décembre 2004 à Dijon
- p. 6 Information : Publications du C.N.R.S.
- p. 7 Voyage de la Régionale au Mont St Michel les 18, 19 et 20 juin 2004
- p. 8 Assemblée Générale de la Régionale du 13 décembre 2003 : compte-rendu

## **Journée "Histoire" du mercredi 5 décembre 2003**

# **SOCIÉTÉ ET CULTURE EN FRANCE DEPUIS 1945**

On se reportera également à la bibliographie et aux textes d'accompagnement fournis par les conférenciers et publiés sur le site "espace pédagogique - enseignements disciplinaires" de l'Académie de Dijon : <http://webpublic.ac-dijon.fr/pedago/histgeo/Former/Conferences/BiblioCultureXX.doc>

### **LE RÔLE DE L'ÉTAT DANS LE CHAMP CULTUREL EN FRANCE DEPUIS 1945** **par Philippe POIRRIER, Maître de Conférences d'Histoire Contemporaine à l'Université de Bourgogne**

L'intervention de l'État en France dans le champ culturel est le fruit d'un héritage : amorcée sous l'Ancien Régime, elle est développée pendant la Révolution française qui invente en particulier la notion de patrimoine. À la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, les régimes républicains libéraux mènent une politique dans ce domaine beaucoup plus modeste.

Les véritables changements apparaissent avec l'arrivée du Front Populaire au pouvoir. Le gouvernement de Léon Blum entend populariser la culture afin d'aboutir à terme à une véritable démocratisation culturelle.

La deuxième guerre mondiale bouleverse ces données et l'inexistence d'un contrôle parlementaire permet au régime de Vichy de renforcer l'emprise de l'État sur la culture.

Avec la IV<sup>ème</sup> République s'ouvre une nouvelle ère de l'action culturelle dont un des points forts est la décentralisation théâtrale, opération poursuivie par la V<sup>ème</sup> République.

Le nouveau régime né en 1958 est à l'origine de la création du ministère des Affaires Culturelles confié à André Malraux. Animé d'un idéal démocratique, d'un souci égalitaire, l'écrivain-ministre inscrit la politique culturelle dans la logique de l'État-providence : faire accéder les citoyens à la culture, étendre la sécurité sociale aux artistes.

Son objectif est aussi de démocratiser la culture savante et d'offrir une ouverture directe aux œuvres en occultant toute médiation éducative. Les véritables outils de cette démocratisation sont les Maisons de la Culture permettant à Malraux de s'appuyer sur des professionnels. Ainsi assiste-t-on à la marginalisation des courants académiques et au refus de l'amateurisme pratiqué par les associations d'éducation populaire. De fait, Malraux réfute le concept même de consommation de masse, un des traits majeurs des Trente Glorieuses.

Le bilan de son passage aux Affaires Culturelles reste modeste car l'action de son ministère a été fragilisée par des budgets fort limités, mais aussi par le peu de volonté d'intervenir sur la scène culturelle régionale.

Après les contestations de mai 1968, les années soixante-dix marquent l'affirmation du président de la République, devenu un acteur

majeur de la politique culturelle nationale. Georges Pompidou avec la création du Centre Beaubourg, Valéry Giscard d'Estaing et la politique des grands travaux (musée d'Orsay) illustrent parfaitement le rôle culturel nouveau joué par le plus haut personnage de l'État.

De remarquables personnalités comme Jacques Duhamel ont su également accompagner ce changement en essayant de dépasser une vision élitiste de la culture. Mais à partir de 1974, le relatif désengagement financier de l'État, le primat d'une logique libérale, le retour marqué au patrimoine infléchissent cette tendance et la culture devient désormais un objet de débat politique.

Les années 1981-1995 placées sous le double septennat de François Mitterrand constituent une triple rupture.

Tout d'abord, le doublement du budget du ministère de la Culture donne une ampleur sans précédent à l'action culturelle de l'État.

De plus, on revendique officiellement une synergie entre culture et économie.

Enfin, le ministre Jack Lang personnalise ce changement, car il est soutenu sans faille par le Président de la République.

Les années quatre-vingts développent la logique du libre épanouissement culturel avec l'élargissement du champ culturel (mise en valeur du tag, du rock), la prise en compte des réalités économiques, sociales, et l'émergence des politiques culturelles des collectivités locales encouragée par la décentralisation et la déconcentration. La création ne se passe plus seulement à Paris : la mise en place des Directions Régionales des Affaires Culturelles est le signe de cette nouvelle volonté.

Le bilan de ces quelques décennies de politique culturelle est très contrasté. Le territoire national dispose indiscutablement d'un remarquable maillage de centres culturels, de bibliothèques, de musées... Les dispositifs de soutien ont été considérablement élargis, la professionnalisation des acteurs de la culture accentuée. Mais les inégalités d'accès à cette culture perdurent et il n'y a pas de réduction significative des écarts entre les milieux sociaux.

prise de notes : Gilles Camin

## **LE RÔLE DES INTELLECTUELS DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DEPUIS 1945** **par Stéphane GACON, professeur en classes préparatoires au Lycée Carnot, Dijon**

Présenter la place des intellectuels dans la société depuis 1945, c'est réfléchir à leur degré d'engagement par rapport aux affaires du monde et leur degré d'influence dans la société. Pour cette période, on a parlé plutôt de leur désengagement, du silence d'intellectuels se refusant de prendre part aux débats de la cité ; attitude regrettable, en rupture avec une tradition française d'intervention considérée comme légitime. Ce désengagement s'accompagnerait d'une désillusion, les intellectuels se taisant, faute peut-être de pouvoir se faire entendre.

A-t-on vraiment affaire à une perte d'influence, à un décrochage par rapport à la société, et, si oui, pourquoi ? Avant de répondre, il faut repartir de la définition de l'intellectuel. Il est nécessaire de replacer l'histoire des intellectuels dans la plus longue durée pour sonder la spécificité de cette période, qui n'a pas été aussi homogène qu'on pourrait le penser et dont l'évolution profonde et rapide a sans doute affecté la place occupée par les intellectuels.

La bibliographie qui accompagne cet exposé (*voir en haut de la p.2*) souligne que l'histoire des intellectuels est assez récente en France et s'est développée depuis une vingtaine d'années seulement (J.F. Sirinelli et P. Ory). Cette histoire est aujourd'hui en pleine effervescence avec des chantiers qui portent sur l'histoire comparée des intellectuels. Plusieurs laboratoires se consacrent à cette recherche sur des axes parallèles, complémentaires, parfois concurrents. Cette bibliographie fait l'impasse sur la réflexion menée par les intellectuels sur leur propre rôle social, sur leur place et sur leur engagement, ainsi que sur tout un pan de la recherche « historique », travaillée par d'autres que des historiens, par des anthropologues et des sociologues (travaux de Bourdieu). Le regard sur les intellectuels n'est pas porté de la même façon par les historiens et par les sociologues. Bourdieu qui s'est interrogé pour savoir si l'intellectuel est davantage un producteur d'opinion ou le reflet et l'amplificateur d'une idée dominante, penche pour la seconde solution. Les historiens accordent plus de libre arbitre à l'intellectuel, et mettent plus en avant la fonction critique de l'intellectuel dans la société.

Après cette digression, il faut revenir à la définition des intellectuels. Qui sont-ils ? Ce sont des écrivains, des artistes, des savants, que Sirinelli appelle des intellectuels créateurs ; ce sont aussi des professeurs, des journalistes, qu'il appelle des intellectuels médiateurs. Tous profitent de leur notoriété, de leur capacité à analyser de façon critique la société, pour prendre la parole dans les affaires de la cité. Ils sortent de leur réserve, s'appuient sur leur champ de compétences, sur leur notoriété, pour s'adresser aux dirigeants politiques ou à l'opinion, afin d'emporter la conviction.

L'intellectuel, habitué à l'analyse, s'engage, il se définit par son engagement.

L'historiographie fait naître les intellectuels à la fin du XIXe siècle, au moment de l'affaire Dreyfus. L'intellectuel est bien un produit de cette fin du XIXe siècle, même s'il y a déjà eu avant des écrivains, des artistes, des journalistes, qui se sont engagés dans les affaires de la cité pour convaincre leurs contemporains ; on pense à Voltaire, Rousseau, Hugo... Ce qui différencie la nature de leur engagement, c'est qu'on passe du singulier au pluriel, au collectif. L'adjectif substantivé « intellectuel » aurait été utilisé pour la première fois pendant l'affaire Dreyfus, dans un article de Maurice Barrès qui répond à Zola. L'invention du mot correspond à l'invention d'une réalité. Voltaire et Hugo étaient des consciences isolées, désormais les intellectuels vont intervenir en tant que groupe constitué, qui va utiliser les médias dont il dispose pour toucher l'opinion. Tout d'abord ceux de la fin du XIXe siècle, la Presse, le Livre, des revues, pour pétitionner et faire circuler des manifestes. Toute une sociabilité intellectuelle réunit des hommes d'horizons différents pour défendre une position. Ce tournant de siècle est celui de l'entrée dans l'Histoire des masses, et il faut les convaincre. Plus qu'avant, les peuples sont associés à la décision politique ; en France, c'est la période de l'épanouissement de la démocratie. L'apogée du magistère intellectuel se situe à ce moment et entre les deux guerres. Il repose sur la puissance de l'écrit. Le taux d'alphabétisation s'est élevé au lendemain des lois scolaires, la Presse connaît un essor extraordinaire.

Quelle est la situation de la période la plus contemporaine, de 1945 à nos jours ? Les conditions qui expliquent la genèse du mouvement intellectuel se sont modifiées au cours du XXe siècle, ce qui a pu changer la place des intellectuels dans la société et leur influence. Pour mesurer cette place, il faut évaluer deux éléments : d'abord le contexte idéologique, ensuite l'ensemble des vecteurs médiatiques utilisés pour s'adresser à l'opinion. L'évolution de ces deux éléments a été très importante, surtout dans la seconde moitié du XXe siècle. On retiendra deux analyses de la place des intellectuels dans la société française contemporaine, de leur positionnement et de leur capacité à intervenir, celles de Winock et de Sirinelli.

Dans la préface du *Dictionnaire des Intellectuels Français*, Michel Winock et Jacques Julliard évoquent l'évolution des intellectuels et parlent d'un dévoiement de leur mission au XXe siècle. Reprenant la thèse de Julien Benda dans *La Trahison des Clercs* en 1927, selon laquelle l'intellectuel se trahit en s'engageant de façon partisane pour une cause particulière, au lieu de s'engager pour une cause d'ordre général, comme

Zola ou Voltaire, Winock et Julliard expliquent que « la trahison des clercs » s'est poursuivie au lendemain de la seconde guerre mondiale, pendant la guerre froide, au moment de la décolonisation et jusqu'à mai 1968. A chacune de ces étapes, les intellectuels se sont engagés au côté des partis dans les idéologies dominantes et ont cédé largement aux sirènes du Communisme, pôle dominant dans la France d'après guerre. Dans les années 1960, le Communisme est relayé par le mouvement tiers-mondiste qui va accompagner la décolonisation et nourrir les mouvements de mai 1968. Ils portent un jugement sévère sur ces engagements partisans des intellectuels qui vont se positionner dans la tradition de l'entre deux guerres, en se soumettant aux idéologies dominantes. Ils ne parlent pas du silence des intellectuels dans les années 1970-1980, mais évoquent plutôt un désenchantement progressif qui expliquerait leur perte d'influence. Pendant cette période, il existe une permanence du face à face intellectuel. Au cours de la guerre d'Algérie, de la décolonisation, de mai 68, deux camps s'affrontent avec leurs lieux de sociabilité, leurs réseaux, leurs revues. Il y a donc une double polarisation des intellectuels, même si un pôle domine plus que l'autre.

Plutôt que de parler de silence des intellectuels, Winock et Julliard analysent l'évolution depuis les années 80 en distinguant deux phases. La première est celle d'un silence des intellectuels de gauche, d'un doute, d'un repli, d'un effritement de leur influence, dans le contexte de la résurgence d'une pensée libérale, avec la naissance de la revue *Commentaire* placée sous le patronage de Raymond Aron, et de la redécouverte de Tocqueville par des historiens et des intellectuels. Ce qui caractérise la seconde période, les années 90, c'est un retour aux sources, un retour à la mission initiale, la défense des grands principes universalistes et humanistes (Médecins du Monde, O.N.G., groupes animés par des intellectuels d'un type nouveau qui interviennent pour dénoncer les guerres, la raison d'État). Ces intellectuels redeviennent les « défenseurs de l'universalisme contre l'empire des passions partisans ».

Sirinelli développe une analyse parallèle, avec une chronologie voisine, en insistant davantage sur le second élément, la question du vecteur médiatique utilisé par les intellectuels. Il réfléchit à l'influence des intellectuels en fonction des moyens de communication qu'ils utilisent pour s'adresser aux responsables politiques ou à l'opinion publique. La synthèse de sa pensée se trouve dans un article intitulé *Les Quatre saisons des Clercs*, de la revue *XXe Siècle*, publié en 1998. Ses analyses rejoignent celles de Jean-Pierre Rioux dans *Histoire culturelle de la France*. Il parle d'une tendance lourde de l'évolution des intellectuels en France depuis l'origine jusqu'à nos jours.

Au-delà, on peut distinguer des périodes,

des saisons, marquées par des phases d'intensité et des phases de répit. Ce ne sont plus les mêmes médias qui sont utilisés, l'écrit cède la place à la radio et à la télévision. Ce changement de médias a des conséquences sur le rayonnement et le discours des intellectuels. Le regard que les intellectuels portent sur le monde se transforme aussi. La période de 1945 à nos jours est celle de la crise des idéologies. On vit dans une société médiatique où triomphe l'image et qui privilégie la sensation face à la raison, le particulier face à l'universel. La dimension utopique s'est effacée, il n'y a plus de rêve, mais il y a plus de doute et d'inquiétude dans les esprits. Un certain nombre d'intellectuels, face à cette société qui se délite et qui s'inquiète, ont été décontenancés, d'où leur silence ; ils plaident aujourd'hui pour le retour à la raison et à l'universel, mais cette invitation pressante est vaine parce que les intellectuels sont peu entendus, ayant peu accès aux grands médias et parce que la société est sourde à la majorité de leurs appels. Ceux qui sont entendus aujourd'hui ne sont plus du même type que ceux qui étaient entendus au début du siècle. Les intellectuels sont convoqués dans les médias à titre d'experts et non plus comme porteurs d'une vision globale de la société. Les nouveaux médias ont produit de nouveaux porteurs d'images et d'influence, mieux à même de façonner l'opinion. Journalistes, médiateurs, stars de la télé, du cinéma, du sport, s'imposent davantage que les créateurs et ont une influence plus grande que les intellectuels.

A propos de cette évolution, Sirinelli parle de *saisons* des intellectuels, il en distingue trois et non pas quatre, la quatrième étant à venir... La première saison, le printemps des intellectuels est le moment de l'affaire Dreyfus. La deuxième période, préparée par l'entre-deux-guerres, est l'âge d'or des intellectuels, au lendemain de la seconde guerre mondiale, dont la guerre froide marque l'apogée. C'est le face à face entre les intellectuels, avec des reliefs dominants comme la puissance du pôle communiste. Les moments importants sont la guerre froide et la guerre d'Algérie, dernière grande bataille de l'écrit. A chaque cycle correspond l'émergence d'une génération nouvelle d'intellectuels qui remplace celle qui s'érode. Dans l'exemple de la guerre d'Algérie, on peut se demander si ce ne sont pas les images (*Paris-Match*, *Cinq colonnes à la une*) qui ont contribué à façonner l'opinion plus que les manifestes, les pétitions et les conférences des intellectuels. Dans la troisième saison, l'automne des intellectuels, « l'automne des maîtres penseurs », ils ne sont pas entendus.

Ces études nous montrent que l'effacement des intellectuels, s'il existe, est à mettre en relation avec un progrès du consensus et le désarmement du débat démocratique. Dans une société dépolitisée en partie, le rôle des intellectuels tend à s'effacer.

## L'ÉVOLUTION RÉCENTE DES COURANTS ARTISTIQUES EN FRANCE

par Valérie DUPONT, Maître de Conférences en Art Contemporain à l'Université de Bourgogne

Cette intervention est accompagnée de la projection de quelques documents présentant des œuvres significatives des artistes évoqués. Il est évident que présenter cet exposé sans l'illustrer lui ôte une grande partie de son réel intérêt.

En introduction, Mme Dupont rappelle qu'on a assisté après 1945 à une sorte d'internationalisation de la scène artistique, et que New-York et d'autres centres européens ont eu tendance à ravir à Paris le rôle de capitale des avant-gardes qu'elle avait joué jusque là. Dans les années 1960, Paris semble même être un peu « à la traîne ».

Tout n'est cependant pas nouveau dans la création de ces périodes récentes. Dès avant 1914 Picasso et Marcel Duchamp ont été les premiers à introduire des objets quotidiens dans l'œuvre artistique : le non-artistique pénètre ainsi l'artistique. Ensuite l'art a été dominé par l'opposition entre l'abstraction et la figuration. Enfin les périodes plus récentes ont vu l'apparition d'artistes utilisant le corps comme support artistique, la naissance des « installations » dès les années 1950, et l'utilisation de nouveaux supports artistiques comme la photo, la vidéo, puis internet. Les objets matériels du quotidien sont désormais des supports d'œuvres d'art et ces objets eux-mêmes sont parfois considérés comme des objets d'art.

L'art s'est donc profondément transformé, mais le second souffle des années 1960 paraît quand même moins vigoureux que le grand choc du début du siècle. Ce qui a changé, c'est en grande partie le rapport avec le public : l'art contemporain attire un public nombreux, mais le divorce avec le public s'est-il vraiment dissipé ?

Des tendances nouvelles émergent en France dans les années 1960, en partie par réaction contre les courants dominants, comme l'abstraction (Soulages) ou le réalisme stalinien (Fougeron). Les artistes s'interrogent alors sur le contexte socio-culturel et subissent l'influence des théories psychanalytiques et anthropologiques.

En 1961 J. de la Villeglé lance le mouvement des « **nouveaux réalistes** », issu d'une exposition qui a rassemblé en 1960 à Milan des artistes comme Arman, Yves Klein, ou plutôt « Yves le monochrome », et Tinguely. Le texte parle alors de la « puissante aventure du réel ». Il s'agit en particulier de réintroduire les objets de la société, en particulier des objets de récupération, des déchets. On présente ainsi des œuvres de Raymond Hains à base d'affiches déchirées (1956 et 1961), et on explique que le geste ironique et distancié tend à remplacer le geste lyrique et angoissé des maîtres de l'abstraction lyrique.

Arman se spécialise dans l'accumulation d'objets quotidiens ; ayant exposé « le vide » en 1958, il expose ainsi « le plein » en 1960. César récupère des matériaux depuis 1958 et expose ses compressions de voitures en 1962. Jean Tinguely présente dès 1960 un défilé de machines à Paris : il s'agit de faire une parodie du machinisme et de l'agitation dérisoire. Niki de Saint-Phalle, la seule femme du groupe, opère une « critique jubilatoire de la modernité » en utilisant aussi des objets récupérés et des objets de la culture populaire. Enfin Christo, qui réalise un portrait de Brigitte Bardot empaquetée en 1962, va se rendre célèbre par ses emballages de monuments.

D'autres artistes insistent sur la mobilité et tentent de faire intervenir le spectateur qui va physiquement découvrir l'œuvre, voire y pénétrer. **La tendance « cinétique »** tente de décontracter le spectateur. On nous montre ainsi un « Labyrinthe de chromosaturation pour un lieu public », présenté en 1969 par Carlos Cruz-Diez et des œuvres « pénétrables » de Jesus Rafael Soto. Les visiteurs traversent un espace au milieu de tiges en plastique : il s'agit d'établir une « nouvelle pédagogie visuelle ».

**Le groupe BMPT** (Buren, Mosset, Parmentier, Toroni) date des années 1966-1967 et s'affirme par un manifeste au Musée des Arts Décoratifs d'une manière assez provocatrice : « BMPT vous conseillent de devenir intelligents ». Si l'art consiste à représenter des formes existantes, « nous ne sommes pas peintres », mais « la peinture commence avec Buren, Mosset, Parmentier, Toroni »... Il y aurait alors des artistes assez analogues au Royaume-Uni (« ce qu'il y a à voir est ce que vous voyez »). Après leur dispersion, les artistes vont continuer à utiliser les mêmes techniques, bandes de couleur, empreintes de pinceaux, etc.

Le groupe Support-Surface comprend des artistes comme Buraglio, qui recouvre de peintures des peintures existantes et présente la destruction comme un acte nécessaire, ou Gilles Dezeuze qui présente des œuvres qui peuvent s'enrouler et se dérouler au sol. D'autres artistes prétendent travailler sur le rapport à la surface de la toile et sur l'occupation de l'espace.

Ce type de recherches suscite évidemment des réactions opposées. **La Nouvelle Figuration** apparaît lors d'un salon en 1963 sur le thème de la « figuration narrative », et en 1964 évoque celui de la « mythologie quotidienne ». Il s'agit d'artistes comme Gérard Fromanger qui sont volontiers militants, s'engageant par exemple contre la guerre du Vietnam, et dénoncent la loi

moderniste suivant laquelle le peintre doit renoncer au sujet. Le discours moderniste est accusé de déboucher sur un certain formalisme et de se soumettre au fond à l'idéologie bourgeoise dominante. Christian Boltanski interroge la mémoire collective et utilise des photos de famille, des objets familiaux. Il va dans les années 1990 utiliser des jeux enfantins et réaliser des travaux évoquant la Shoah. Annette Messager utilise des collections d'images, des photos de magazines.

**L'art corporel** est illustré par Michel Journiac dès 1969, mais est moins développé qu'à l'étranger. Certains artistes font des interventions dangereuses pour leur corps pour démontrer le caractère quotidien de la violence ; par exemple Orlan utilise la chirurgie esthétique.

Mme Dupont cite enfin sans s'appesantir des artistes plus récents qui exposent toujours,

et en particulier Fabrice Hybert, qui s'est intéressé tout particulièrement à la communication et à la consommation (« Hybertmarché », 1995).

Il est évident qu'il est difficile de présenter une telle diversité de courants sans tomber dans le risque de l'énumération, et que le public accueille souvent certaines œuvres présentées avec scepticisme ou irritation. La meilleure façon d'apprécier ces œuvres est d'essayer de comprendre la démarche des artistes, et surtout d'aller voir leurs œuvres quand elles sont exposées. La tâche d'aider de jeunes élèves à accéder à ces œuvres récentes ne sera certes pas aisée, mais ces publics sont aussi sans doute moins attachés que nous à des conceptions traditionnelles des arts.

prise de notes : Claude Farenc

**Pour équilibrer nos comptes, nous souhaitons limiter à 8 pages chaque numéro de notre revue !**

**Le compte-rendu de l'intervention de Bertrand Lemonnier (Lycée Louis le Grand, Paris)**

**LA CULTURE DE MASSE DANS LE SECOND XXÈME SIÈCLE**

**sera publié dans le prochain numéro de la Lettre de la Régionale.**

## **Journées nationales de l'APHG du 25 au 29 octobre à Poitiers**

Organisées par nos collègues de la Régionale de Poitiers, elles auront lieu sur le site du Futuroscope et sur le campus de cette ville. Thème : **Seuils, frontières, mobilités**. Pré-inscription au niveau national requise avant le 20 avril. La Régionale de Dijon, afin de réduire

les coûts pour les collègues de Bourgogne, pourra organiser leur déplacement et leur hébergement.

Des informations complémentaires seront publiées dans le prochain numéro d'Historiens et Géographes.

## **Journée annuelle de formation de la Régionale**

Elle aura lieu le **mercredi 1<sup>er</sup> décembre** 2004 et portera sur "Villes et transports".

## **Information : publications du C.N.R.S.**

Nous avons reçu le catalogue du C.N.R.S. Parmi les publications récentes, on notera :  
- La ville et le rail au Japon, l'expansion des groupes ferroviaires privés à Tôkyô et Ôsaka, par Natacha Aveline (25 €)  
- Migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis, par Laurent Faret (40 €)

- la réimpression de L'Europe des Humanistes (XIV<sup>ème</sup>-XVII<sup>ème</sup> siècles), par J. Kecskeméti, J.F. Maillard, M. Portalier (110 €).

Pour commander ces ouvrages ou recevoir les catalogues à venir, adressez-vous à : C.N.R.S. éditions, 151 bis rue Saint Jacques, 75005 Paris, tél. 01 53 10 05 05, fax. 01 53 10 05 07, e-mail : [lib.cnrseditions@wanadoo.fr](mailto:lib.cnrseditions@wanadoo.fr)

**Projet de week-end dans la BAIE du MONT SAINT - MICHEL  
(du vendredi 18 juin après-midi au dimanche 20 juin 2004)**

Il s'agit d'une découverte de la baie à partir de la "**Maison du Guide**" de **GENÊTS** (Manche)  
\* **traversée à pied** (13 km A/R) commentée par un guide spécialisé : flore, faune, légendes, marées, formation et mutation de la baie...  
\* **visite commentée** du village et de l'abbaye du Mont Saint-Michel.

Pour écourter la durée du voyage, nous prendrons le train de Dijon à Rennes (via Paris) à 14 h 08 le vendredi. Puis nous utiliserons des

véhicules de location de Rennes à Genêts où nous arriverons vers 20 heures. → Hébergement à l'**auberge de jeunesse** de Genêts en chambres de 3 ou 4 lits. → Voyage de retour dans les mêmes conditions qu'à l'aller le dimanche après-midi : arrivée à Dijon à 20 h 51.

Le coût du voyage comprenant le transport, l'hébergement pour deux nuits et les visites guidées, est estimé à **200 euros** (sans les repas) par personne.

**Inscrivez-vous dès à présent à l'aide du coupon-réponse ci-dessous  
avant le 20 mars 2004**

La date est impérative pour la SNCF qui ouvre ses réservations contingentées 3 mois à l'avance, et qui exige 25 % d'acompte lors de la réservation.

-----✂-----

**Bulletin d'inscription** à renvoyer avant le **20 mars 2004** à Micheline CINQUIN  
8 rue Louis Curel 21300 CHENOVE

Madame et/ou Monsieur .....  
demeurant .....  
téléphone : .....

1) **participera (-eront) au week-end organisé par la Régionale de l'A.P.H.G.-Bourgogne au Mont Saint-Michel les 18 - 19 - 20 juin 2004**

2) verse(nt) un acompte de **50 € x .....** = .....à l'ordre de A.P.H.G.-Bourgogne (total du voyage estimé à 200 €).

## **Assemblée générale de la Régionale du 13 décembre 2003**

Notre assemblée s'est tenue le samedi après-midi 13 décembre à l'amphithéâtre du lycée Charles de Gaulle.

Renouvellement du bureau : sont réélus Claude Farenc, Jean-Michel Nuffer et Sylvain Rigollet ; sont élus : Marie-Josèphe De Bergh et Jean-Pierre Jolly.

Micheline Cinquin, présidente, présente le rapport moral. Elle déplore la faible participation des collègues à la journée organisée par l'APHG le 15 novembre à la Sorbonne sur "La France à l'aube du XXIème siècle", pourtant passionnante.

Abordant les problèmes de nos disciplines, elle s'inquiète du flou qui prévaut au Ministère, dans le climat pré-électoral régnant, sur tous les grands dossiers : examens, concours, horaires, TPE... Elle se demande s'il y a "un pilote dans l'avion". Elle s'inquiète tout particulièrement des coupes claires annoncées dans le budget.

Concernant l'affaire "du voile", elle présente les résultats de l'enquête organisée par l'APHG ; ils semblent bien indiquer que les incidents sérieux demeurent exceptionnels, et ont été montés en épingle par les medias. Elle déplore les ambiguïtés accompagnant la réflexion sur l'enseignement du "fait religieux". Une nouvelle discipline n'est pas nécessaire. Les collègues doivent simplement pouvoir présenter les questions religieuses sur la longue durée, sans schématiser, en faisant état de la diversité des points de vue... ce qui suppose des horaires suffisants, une formation initiale et continue digne de ce nom, et un soutien du magistère par l'Institution face à l'opinion et aux partis.

Face au vieillissement patent de notre association, elle souhaite que nous "serrions les rangs" autour des jeunes collègues, pour contribuer au renouvellement des effectifs et des cadres.

Le débat s'engage autour de l'action de

l'Inspection Générale, des nouveaux projets concernant le Bac et le Brevet, des IDD, du programme des concours de recrutement, du renforcement des synergies avec la Régionale de Besançon...

Didier Doix, secrétaire, expose le rapport d'activité. La journée de formation du 3 décembre a été un succès (plus de 50 participants) ; il faudrait pouvoir obtenir encore plus de remboursements de déplacements. La Régionale est très régulièrement représentée au Comité National et dans les commissions pédagogiques (pour l'Assemblée Générale annuelle de début décembre, Paris envoie tardivement des fichets congrès permettant une réduction de 20 % pour les déplacements en train : penser à en demander au secrétaire !). La Lettre de la Régionale permet de maintenir un lien entre les collègues, et en particulier d'annoncer voyages et journée de formation. Les voyages (Égypte-Chypre, Strasbourg, bientôt U.S.A.) rassemblent régulièrement entre 15 et 30 participants.

Geneviève Bonnardeau, trésorière, présente le rapport financier. Les intérêts sur livret nous aident à garder une situation saine en dépit de la diminution — lente mais confirmée — des effectifs (199 adhérents contre 210). Nous sommes en excédent de 125,27 €. Le bureau remercie les départements d'histoire et de géographie de l'Université pour la prise en charge des frais de photocopie de la Lettre, très importante pour nos finances.

L'après-midi s'achève par une projection de diapositives de grande qualité de Pierre Simonnet et d'un film plein d'humour de Pierre Giroux sur le voyage à Chypre et en Égypte. Puis de nombreux participants se retrouvent autour d'un bon repas au restaurant *Le Clos des Capucines*.

Gérard Déclas

**AVEZ-VOUS RENOUVELÉ VOTRE ADHÉSION À L'A.P.H.G. ?  
PENSEZ-Y !**